

## ARRÊTÉ du MAIRE

**OBJET : DÉLÉGATION DE SIGNATURE ACCORDÉE À DES AGENTS PUBLICS COMMUNAUX – Monsieur David REBUFFEL**

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment ses articles L. 2122-18, L. 2122-19, L. 2122-20, R. 2122-8 ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1984 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles, 32, 33 et 33-1 ;

Vu la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 modifiée relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

Vu la délibération n° 019 du Conseil municipal du 4 juillet 2010, relative à l'élection du Maire ;

Vu la délibération n° 149 du Conseil municipal du 30 septembre 2021 relative à l'actualisation de la délégation de compétences consentie au Maire, en application de l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant la nomination de Monsieur David REBUFFEL aux fonctions de Directeur du Logement et de l'Habitat ;

Considérant la nécessité pour la bonne marche de l'administration communale, de donner délégation de signature à certains agents publics.

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup> – RAPPORTE** tout arrêté de délégation de signature attachée à la fonction de Directeur du Logement et de l'Habitat.

**Article 2 – DÉLÈGUE** signature, sous ma surveillance et ma responsabilité, à Monsieur David REBUFFEL, en sa qualité de Directeur de la Direction susmentionnée.

**Article 3 – CIRCONSCRIT** cette délégation de signature aux actes ou finalités suivants :

- les courriers, correspondances, documents, attestations relatifs à l'administration courante des services relevant de sa Direction générale ;
- les réponses à appels à projet entrant dans le champ de compétence de sa Direction ;
- les bons de commande à hauteur de mille euros hors droits, hors frais et hors taxes (1 000 EUR HT) ;
- les certificats d'hygiène et salubrité ;
- les constats de risque d'exposition au plomb ;

Accusé de réception en préfecture  
093-219300019-20221004-DCAJ2022-10-04-AI  
Date de réception préfecture : 05/10/2022

- les heures supplémentaires et congés des agents ;
- les demandes de formation au bénéfice des agents relevant de sa responsabilité ;
- les autorisations de cumul d'emploi ;
- les comptes-rendus d'entretien professionnel ;
- les comptes-rendus d'enquête administrative.

**Article 4 – SUPPLÉE** la signature de Monsieur David REBUFFEL, en cas d'absence ou d'empêchement, à son supérieur hiérarchique direct.

**Article 5** – Le Directeur général des services est chargé de l'application du présent arrêté.

**Article 6** – Dans un délai de deux mois à compter de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant le Maire ainsi que d'un recours contentieux dans ce même délai, devant le Tribunal administratif de MONTREUIL, au travers de la plateforme *Télérecours* (<https://www.telerecours.fr/>). Le recours gracieux proroge le délai de recours contentieux, l'absence de réponse au recours gracieux dans un délai de deux mois suivant sa réception par la commune constitue une décision implicite de rejet qui peut elle-même être contestée devant le Tribunal administratif, dans un délai de deux mois.

Aubervilliers, le **04 OCT. 2022**

Karine FRANCKET



Maire d'Aubervilliers,  
Vice-présidente de Plaine-Commune  
Conseillère départementale

Notification à Monsieur David REBUFFEL :

Date : 06/10/2022

Signature :

## ARRÊTÉ du MAIRE

**OBJET : DÉLÉGATION DE SIGNATURE ACCORDÉE À DES AGENTS PUBLICS COMMUNAUX – Monsieur David REBUFFEL**

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment ses articles L. 2122-18, L. 2122-19, L. 2122-20, R. 2122-8 ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1984 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles, 32, 33 et 33-1 ;

Vu la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 modifiée relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

Vu la délibération n° 019 du Conseil municipal du 4 juillet 2010, relative à l'élection du Maire ;

Vu la délibération n° 149 du Conseil municipal du 30 septembre 2021 relative à l'actualisation de la délégation de compétences consentie au Maire, en application de l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant la nomination de Monsieur David REBUFFEL aux fonctions de Directeur du Logement et de l'Habitat ;

Considérant la nécessité pour la bonne marche de l'administration communale, de donner délégation de signature à certains agents publics.

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup> – RAPPORTE** tout arrêté de délégation de signature attachée à la fonction de Directeur du Logement et de l'Habitat.

**Article 2 – DÉLÈGUE** signature, sous ma surveillance et ma responsabilité, à Monsieur David REBUFFEL, en sa qualité de Directeur de la Direction susmentionnée.

**Article 3 – CIRCONSCRIT** cette délégation de signature aux actes ou finalités suivants :

- les courriers, correspondances, documents, attestations relatifs à l'administration courante des services relevant de sa Direction générale ;
- les réponses à appels à projet entrant dans le champ de compétence de sa Direction ;
- les bons de commande à hauteur de mille euros hors droits, hors frais et hors taxes (1 000 EUR HT) ;
- les certificats d'hygiène et salubrité ;
- les constats de risque d'exposition au plomb ;

- les heures supplémentaires et congés des agents ;
- les demandes de formation au bénéfice des agents relevant de sa responsabilité ;
- les autorisations de cumul d'emploi ;
- les comptes-rendus d'entretien professionnel ;
- les comptes-rendus d'enquête administrative.

**Article 4 – SUPPLÉE** la signature de Monsieur David REBUFFEL, en cas d'absence ou d'empêchement, à son supérieur hiérarchique direct.

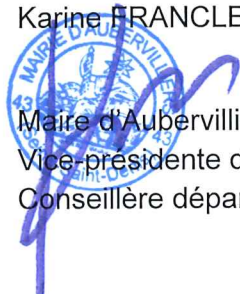
**Article 5** – Le Directeur général des services est chargé de l'application du présent arrêté.

**Article 6** – Dans un délai de deux mois à compter de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant le Maire ainsi que d'un recours contentieux dans ce même délai, devant le Tribunal administratif de MONTREUIL, au travers de la plateforme *Télérecours* (<https://www.telerecours.fr/>). Le recours gracieux proroge le délai de recours contentieux, l'absence de réponse au recours gracieux dans un délai de deux mois suivant sa réception par la commune constitue une décision implicite de rejet qui peut elle-même être contestée devant le Tribunal administratif, dans un délai de deux mois.

Aubervilliers, le **04 OCT. 2022**

Karine FRANCKET

Maire d'Aubervilliers,  
Vice-présidente de Plaine-Commune  
Conseillère départementale



Notification à Monsieur David REBUFFEL :

Date : 06/10/2022 Signature : 